



Contrôle de sécurité relatif aux personnes pour les tiers (projet militaire)

N° d'assurance sociale		Date de naissance		m	f
Nom		Nom à la naissance			
Prénom		Autres prénoms			
Nationalité		Autres nationalités			
Lieu d'origine (CH)		Cant.	Autres lieux d'origines		Cant.
Lieu de naissance		Cant. / pays de naiss.			
Nationalité CH depuis		En CH depuis			
Toutes les adresses (y compris les adresses de résidence pendant la semaine) pendant les 5 dernières années (art. 10 OCSP) ou pendant les 10 dernières années (art. 11 OCSP)					
depuis		Adresse	NPA	Lieu	Pays
du	au	Adresse	NPA	Lieu	Pays
du	au	Adresse	NPA	Lieu	Pays
du	au	Adresse	NPA	Lieu	Pays
du	au	Adresse	NPA	Lieu	Pays
Etat civil <input type="checkbox"/> célibat. <input type="checkbox"/> marié/e <input type="checkbox"/> partenariat enregistré <input type="checkbox"/> séparé/e <input type="checkbox"/> divorcé/e <input type="checkbox"/> veuf/veuve					
Epoux / épouse / partenaire					
Nom		Nom à la naissance			
Prénom		Nationalité			
Degrés de contrôle selon OCSP					
Contrôle de sécurité de base selon art. 10, al. 2		<input type="checkbox"/> let. b <input type="checkbox"/> let. c <input type="checkbox"/> let. d <input type="checkbox"/> let. e			
CSP élargi selon art. 11, al. 2		<input type="checkbox"/> let. b <input type="checkbox"/> let. c <input type="checkbox"/> let. d <input type="checkbox"/> let. e <input type="checkbox"/> let. f			
Fonction		Projet			
Explications concernant le formulaire					
<p>En apposant sa signature sur le présent formulaire, la personne soumise au contrôle reconnaît que les informations qu'elle a données sont complètes et correctes. De plus, elle autorise le service spécialisé CSP du DDPS à rechercher les renseignements nécessaires dans les registres des organes de sûreté et de poursuite pénale de la Confédération et des cantons, dans le casier judiciaire, dans les registres des offices cantonaux des poursuites et des faillites ainsi que des contrôles des habitants et auprès de la police cantonale compétente. Il s'agit entre autres de renseignements relatifs à des procédures pénales en cours, closes ou suspendues ainsi que de données judiciaires et d'instruction les concernant. Dans la mesure où les périodes considérées, conformément à l'art. 19 OCSP ne sont pas couvertes par les documents produits par les autorités</p>					
<p>suisses, le service spécialisé CSP du DDPS peut obtenir les données manquantes dans le cadre de procédures de participation, auprès d'Etats étrangers avec lesquels la Suisse a conclu des accords relatifs à la protection des informations ou des accords de coopération policière. L'autorisation est valable jusqu'à la fin du contrôle de sécurité. Néanmoins, la personne concernée peut, en tout temps, l'invalider par écrit.</p>					
Bases juridiques					
<p>- Loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA; RS 172.021) - Loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI; RS 120), art. 19 à 21 - Ordonnance du 4 mars 2011 sur les contrôles de sécurité relatifs aux personnes (OCSP; RS 120.4)</p>					
Signature (la personne soumise au contrôle)	Employeur (Timbre et signature)	Donneur d'ordre (Timbre)	Décision relative à la sécurité (Sécurité industrielle DDPS)		
Date					

Adresse donneur d'ordre

Adresse employeur

Contrôle de sécurité de base	
10b	Les militaires et les tiers ayant accès à des informations ou du matériel classifiés CONFIDENTIEL
10c	Les personnes ayant accès à la zone protégée 2 d'un ouvrage militaire
10d	Les personnes ayant accès à des zones militaires suisses ou internationales de sécurité ou interdites
10e	Les personnes qui, en raison d'un accord international, se voient conférer un accès à des informations ou du matériel classifiés CONFIDENTIEL
Contrôle de sécurité élargi	
11b	Les militaires et les tiers ayant accès à des informations ou du matériel classifiés SECRET
11c	Les personnes ayant accès à la zone protégée 3 d'un ouvrage militaire
11d	Les personnes qui, en mission à l'étranger, représentent officiellement la Suisse
11e	les personnes qui, en raison d'un accord international, se voient conférer un accès à des informations ou du matériel classifiés SECRET
11f	les personnes qui participent à des tâches définies par la LMSI ou à des tâches de type judiciaire ou de police en rapport avec la sécurité intérieure ou extérieure et qui ont, de ce fait, régulièrement accès à des données personnelles particulièrement sensibles et dont la divulgation peut gravement porter atteinte aux droits de la personnalité des personnes concernées